

de la Grande-Bretagne et du nord de l'Irlande, avec lequel nous avons des intérêts communs d'une valeur indiscutable. La colonie d'hier n'est-elle pas devenue une nation dans le concert des grandes puissances mondiales et les grandes nations n'ont-elles pas des ambassadeurs?

Monsieur le président, les "quelques arpents de neige" dédaignés par l'ironique Voltaire, de la France de Louis XV, sont devenus un beau pays de liberté, de progrès et de civilisation, si bien compris déjà de la France d'aujourd'hui dont la gloire, depuis "la Marne" et "Verdun", ces "visions de l'histoire", illumine le monde; et c'est un rayon de cette gloire que nous apporte, avec le baiser fraternel de la France, l'éminent diplomate, Son Excellence le ministre plénipotentiaire français, M. Jean Knight.

En saluant, au Canada, l'honorable sir William Clark, le haut commissaire du gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, et les honorables représentants diplomatiques des Etats-Unis et du Japon en ce pays, et en adressant mes meilleurs vœux de succès et de bonheur à l'honorable Peter Larkin, haut commissaire du Canada à Londres, et à leurs Excellences les ministres plénipotentiaires du Canada: l'honorable Philippe Roy, à Paris, l'honorable Vincent Massey, aux Etats-Unis, et l'honorable Herbert Marler, au Japon, je me plais à reconnaître que le Gouvernement canadien, à l'instar des gouvernements de ces pays, ne pouvait faire un choix plus judicieux et ne pouvait trouver des hommes mieux qualifiés et plus méritants que ces hauts dignitaires de l'Etat.

Monsieur le président, ce sont ces relations diplomatiques internationales qui ont permis en ces derniers temps au très honorable premier ministre d'aller à Paris faire participer le Canada, ce puissant collaborateur de la Société des nations, au traité "multilatéral" Briand-Kellogg, lequel est une garantie de paix mondiale et un lien d'amitié et de mutuelle sympathie entre les peuples. Qu'il me soit permis d'exprimer le vif désir que le Parlement approuve avec enthousiasme et à l'unanimité ce traité destiné à mettre la guerre hors la loi et que j'appellerai désormais le traité King-Briand-Kellogg.

Le brillant exposé du discours du trône nous signalant les activités du peuple canadien dans tous les domaines, démontrant une prospérité toujours grandissante, est de nature à rassurer les esprits inquiets et à rasséréner tous les cœurs. L'année 1928 a été le couronnement de ces soixante années de progrès—temporairement paralysé parfois par des crises de surface—que la nation canadienne a célébrés avec tant d'éclat lors des fêtes patrio-

tiques du Jubilé de Diamant de la Confédération.

La récolte de blé, pour la première fois, dépasse un demi-billion de boisseaux pendant que les moissons en général ont été abondantes. Et je lis avec plaisir dans le discours du trône que le Gouvernement soumettra au Parlement, pour venir en aide aux cultivateurs, son projet d'exécution de la loi des crédits ruraux.

Aider l'industrie fondamentale de l'agriculture pendant que l'exploitation du sous-sol, avec les mines, prend un essor vigoureux, n'est-ce pas favoriser toute la nation à cette époque où le commerce et l'industrie ont atteint un volume d'affaires encore inconnu dans l'histoire de ce pays? Mais le programme du Gouvernement, par le discours du trône, embrasse tous les domaines. Protéger l'industrie canadienne des pêcheries; créer des laboratoires nationaux de recherches scientifiques et techniques pour l'utilité de l'industrie et de la production; poursuivre la conquête victorieuse des marchés extérieurs par le développement des relations internationales, la nomination de nouveaux commissaires du commerce dans les différentes parties du monde, où déjà vingt-quatre commissaires canadiens du commerce ont puissamment contribué à répandre sur les marchés de l'univers les produits canadiens que l'on retrouve partout, sur les comptoirs de l'Occident et jusque dans les bazars de l'Orient; faire bénéficier le peuple des grandes inventions du siècle, en établissant un service aérien pour le transport des malles, et en projetant de réglementer ce prodigieux moyen de communiquer la pensée par le radio qui rapproche les peuples et les individus les plus éloignés; enfin, établir un fonds de pension pour secourir les familles de ces bons serviteurs de la nation, que sont les employés de la compagnie des Chemins de fer nationaux. voilà, monsieur le président, des mesures qui honorent le gouvernement King et qui augmenteront encore le bien-être du peuple canadien, heureux, économe et prévoyant, au point de supporter des assurances sur la vie pour un montant fabuleux de \$5,500,000,000.

Monsieur le président, si nous traversons le Canada, de l'Atlantique au Pacifique, non pas par cette grande voie nationale du Transcontinental, mais par une rapide pensée et en tous sens, nous ne pouvons nous lasser d'en admirer la grandeur, les beautés et les progrès. Depuis Québec, "le sanctuaire français", jusqu'à Victoria, "ce reflet de la vieille Angleterre"; depuis Vancouver, le "New York du Pacifique", jusqu'à ces villes heureuses des provinces maritimes dont les griefs ont été redressés; depuis Montréal, le plus grand centre financier du Canada, la métropole bilin-